

Je propose donc, appuyé par le député de Medicine Hat (M. Hargrave):

Que le ministre des Transports prie instamment M. Horner de réintégrer ses fonctions antérieures pendant une période suffisante pour aider le ministre chargé de la Commission canadienne du blé à se sortir du pétrin actuel et pour aider les céréaliculteurs à surmonter leurs difficultés financières.

Mme le Président: Une motion de cette nature ne peut être mise en délibération sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES PETITES ENTREPRISES

LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER QUE LE PROGRAMME D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS PROFITE AUX PETITES ENTREPRISES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement à propos d'une affaire urgente. Étant donné que les banques à charte et les autres établissements financiers ne citent pas tous les mêmes taux d'intérêt dans le cadre du programme d'émission d'obligations pour l'expansion des petites entreprises et que ce programme vise précisément à permettre aux petites entreprises d'emprunter de l'argent à un taux d'intérêt avantageux, je propose, appuyé par le député de Beaches (M. Young):

Que la Chambre ordonne au ministre des Finances de faire le nécessaire pour s'assurer que tous les avantages offerts dans le cadre du programme d'émission d'obligations pour l'expansion des petites entreprises reviennent à ces dernières et qu'ils ne servent pas à relever les profits des banques à charte.

Mme le Président: Pour mettre une telle motion en délibération, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

LE FINANCEMENT FUTUR—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est): Madame le Président, puisque le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie est absent, qu'il est allé parler de questions constitutionnelles aux libéraux de l'Ouest—je suppose qu'il les a amenés avec lui—j'adresserai ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce.

● (1415)

Ce mois-ci, l'orateur qui a remplacé le ministre à la conférence du *Financial Post* sur la technologie de pointe a tenu le

Questions orales

même discours que son collègue, le ministre des Approvisionnements et Services, lorsqu'il a déclaré:

Le gouvernement fédéral doit faire des choix difficiles en matière fiscale. Il ne pourra probablement pas fournir aux industries de pointe toutes les sommes qu'elles exigent pour les années 80 et 90.

En clair, cela signifie que le gouvernement a tellement embrouillé ses priorités qu'il n'a pas d'argent à investir dans ce domaine. Le ministre souscrit-il à cette déclaration et admet-il qu'il a perdu au sein du cabinet la bataille pour obtenir les fonds dont on a un besoin criant pour développer le pays, créer des carrières et des emplois pour les jeunes Canadiens et contrer les lamentables réalisations économiques du gouvernement?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, je suis ravi de constater que la perspective d'accorder la priorité gouvernementale à la recherche et au développement et au progrès industriel en général transcende les rivalités partisans et j'espère que cette attitude se maintiendra au cours des prochains mois car le gouvernement actuel désire prioritairement encourager la R et D.

Malgré les contraintes fiscales, je pense que nous trouverons un moyen pratique de respecter cette priorité et de susciter emplois, innovation et développement au sein de l'industrie canadienne.

M. Gilchrist: Madame le Président, quoi qu'en disent ses belles envolées rhétoriques, le ministre sait pertinemment que si nous n'organisons pas des programmes de recherche et de développement énormes, nous allons perdre plus d'emplois au profit de l'étranger. Ainsi, grâce à leur haut niveau technique, les Japonais ont déjà remplacé les Suisses sur le marché mondial de la montre et ils nous ont déjà raflé des milliers d'emplois dans le secteur de l'automobile, et ce dans la circonscription même du député. Le ministre conviendrait-il de rappeler au ministre des Finances que le gouvernement s'est engagé—et j'insiste sur le mot engagé—à porter les dépenses affectées à la recherche à 1.5 p. 100 du produit national brut d'ici à 1985 et non à les diminuer? La recherche est un domaine beaucoup trop important pour qu'on le laisse devenir un autre vœu pieu du gouvernement libéral.

M. Gray: Madame le Président, je ne pense pas avoir le temps, à la période des questions, de dresser la longue liste des promesses que le gouvernement conservateur n'a pas tenues...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Parlez-nous donc des taux d'intérêt.

Une voix: Quand avez-vous démissionné, Herb?

M. Gray: Madame le Président, je n'ai pas besoin de rappeler au ministre des Finances qu'il est important d'intensifier les efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Tout comme moi, comme les ministériels et comme les députés de l'autre bord de la Chambre, je l'espère, il est convaincu que ce domaine est important et qu'il est essentiel que le gouvernement fasse preuve de dynamisme dans ce domaine.